

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : L'argument en faveur de la réglementation

On pourrait être tenté de qualifier les observations inspirées qu'a formulées le directeur général, M. Pascal Lamy, au sujet de la politique commerciale des États-Unis et de son lien avec le système commercial mondial, de profondément réfléchies et d'inspiration pour tous les tenants de la libéralisation. Le discours, intitulé « Réconcilier l'Amérique avec un système commercial ouvert », a été prononcé devant le Peterson Institute for International Economics à Washington, le 24 avril. Cependant, le DG a également affirmé que « s'il s'accompagne des bonnes politiques intérieures, le commerce peut être un outil puissant pour favoriser la croissance et contribuer au développement ». Parmi ces « bonnes politiques intérieures », M. Lamy a cité le besoin d'un « système financier mieux réglementé ».

À une époque où le terme « réglementation » est devenu incontournable dans le discours de tous les dirigeants mondiaux, il n'est pas surprenant de constater qu'ils sont à la recherche d'exemples pour illustrer que le commerce ouvert et une réglementation efficace sont compatibles. Dans ce contexte, on a souvent cité le système bancaire canadien comme le parfait exemple d'un système qui peut coexister avec une économie ouverte et complètement déréglementée (les États-Unis), tout en évitant d'être touché lorsque le système de son voisin s'effondre. M. Lamy a également utilisé l'exemple des banques canadiennes pour illustrer son propos lors d'une entrevue qu'il a accordée plus tôt cette année. Ce qu'il semblait ignorer, cependant, c'est qu'il est possible d'exploiter un système avec une semblable réussite en agriculture. Un système qui est ouvert au commerce, mais qui est également accompagné des « bonnes politiques intérieures » et de la réglementation nécessaires. Ce système, c'est la gestion de l'offre, dont on a prouvé qu'elle est aussi valable et aussi digne d'être sauvegardée que le système bancaire canadien.

M. Walker devient officiellement le nouveau président des négociations sur l'agriculture

Lors d'une réunion officielle du Comité de l'agriculture, qui s'est tenue le 24 avril, les membres de l'OMC ont officiellement désigné l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. David Walker, comme nouveau président en remplacement de M. Crawford Falconer. M. Walker a déclaré que sa première tâche consiste à faire rapport de la situation des pourparlers sur l'agriculture et des consultations que le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a tenues sur les aspects du développement du coton, qui sont liés aux négociations mais n'en font pas partie. Le nouveau président a annoncé qu'il souhaite « mieux se rendre compte du point auquel les choses sont rendues », et pour cela, il a besoin de quelque temps pour consulter les membres avant de tracer les grandes lignes d'un éventuel travail futur. « Je souhaite apprendre à connaître les délégations et savoir ce qu'elles pensent, après quoi je retournerai les voir pour leur présenter quelques idées sur la façon d'aller de l'avant », a expliqué M. Walker, tout en refusant d'indiquer la date à laquelle il prévoit le faire, ou de s'exprimer sur les enjeux auxquels il accordera la priorité lors de ses consultations.

« Pour faire en sorte que la conduite et la substance de ces négociations ne nous réservent pas de surprise, lorsque j'aurai réuni mes pensées sur ce que je pense être la façon la plus appropriée d'aller de l'avant, je convoquerai une autre séance spéciale informelle », a-t-il ajouté.

Les fonctionnaires ont déclaré que M. Walker a découragé les délégués de faire des observations sur la substance des négociations à cette étape. Par conséquent, les orateurs l'ont généralement bien accueilli et ont rendu hommage à son prédécesseur, M. Crawford Falconer, qui est retourné en Nouvelle-Zélande pour devenir sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères et du Commerce. Entre-temps, certains pays ont fait savoir qu'il faut considérer que le dernier texte sur le projet de modalités de M. Falconer constitue la base pour la dernière ligne droite des pourparlers, parce qu'il rend compte des longues consultations et négociations.

M. Kirk donne un rapide aperçu des points de vue des États-Unis sur Doha

Le 23 avril, le représentant au Commerce des États-Unis (USTR), M. Ron Kirk, a déclaré que son bureau fera bientôt connaître ses points de vue sur la façon de faire progresser le Cycle de Doha, qu'il a décrit comme une « occasion qui ne se présente qu'une seule fois par génération de forger un cadre solide pour l'avenir du commerce mondial ». Le nouvel USTR en chef a donné l'assurance qu'il commencera bientôt à rencontrer ses homologues de l'OMC pour échanger des points de vue, mais il a répété qu'il s'impose que les pays en développement, notamment l'Inde, la Chine et le Brésil, fassent davantage pour parvenir à un accord. M. Kirk a déclaré que les États-Unis cherchent à obtenir un « tableau bien plus clair » de ce qui émanera de Doha.



Le gouvernement Obama s'est engagé à l'égard du Cycle de Doha, a affirmé M. Kirk, en déclarant que les États-Unis feront porter leurs efforts sur la conclusion d'un accord multilatéral mondial plutôt que de tenter d'accumuler une série de petits accords de libre-échange (ALE).

Prenant la parole au Peterson Institute for International Economics à Washington, le 24 avril, le DG de l'OMC, M. Lamy, a défendu les avantages que comporte la conclusion du Cycle de Doha dans le cadre du train de mesures de relance qu'il s'impose de prendre pour remettre l'économie mondiale sur pied. Les États-Unis en particulier seront les premiers à tirer parti de la réussite du Cycle de Doha, a-t-il martelé. « Toutes les estimations disponibles des avantages qui découleront du Cycle de Doha indiquent que le monde dans son ensemble profitera de la réduction des tarifs et des subventions. Le monde des affaires des États-Unis le sait. En tant que principal exportateur de biens et de services et en tant que pays ayant les barrières tarifaires parmi les plus basses du monde, il est manifeste que l'intérêt des États-Unis est de conclure un accord mondial, afin d'abattre les obstacles au commerce et d'ouvrir des marchés dans d'autres pays ».

M. Kirk et M. Lamy se sont rencontrés officiellement plus tard, le 24 avril.

Prochains événements

- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, première moitié de juin (provisoire), Indonésie
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Réunion de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DIN
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada